

# Industrie de la construction: vivre ou survivre?: les réflexions des mal-aimés ou Engelberg 82

Autor(en): **Weibel, Jean-Pierre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Ingénieurs et architectes suisses**

Band (Jahr): **108 (1982)**

Heft 5

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-74641>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# Industrie de la construction: vivre ou survivre?

## Les réflexions des mal-aimés ou Engelberg 82

par Jean-Pierre Weibel, rédacteur en chef

Les traditions ont quelque chose de rassurant. Les participants aux 5<sup>es</sup> journées d'études organisées à Engelberg par le groupe spécialisé SIA de la construction industrielle ont-ils pour autant été rassurés par cette manifestation devenue traditionnelle? On peut en douter.

Un mot qui revenu souvent dans la bouche des différents orateurs est celui d'*incertitude*. Force est de reconnaître qu'il s'applique assez bien à la situation actuelle de l'industrie de la construction, comme du reste à d'autres branches économiques de Suisse.

Comme les précédentes, ces journées d'Engelberg auront été l'occasion de prendre une certaine distance par rapport aux préoccupations quotidiennes et d'examiner de plus haut les problèmes auxquels la construction est confrontée. Remarquons ici combien nécessaire est ce recul; aux prises avec les contraintes et les menaces opiniâtres communes aux planificateurs et aux entrepreneurs, les responsables ont tendance à n'en considérer que les éléments propres à la branche de la construction. Myopie dangereuse lorsque l'on veut scruter l'avenir, élaborer les stratégies adaptées à un monde en pleine mouvance. *Quand le bâtiment va, tout va!*: la sagesse populaire confond ici cause et effet. Quels que puissent être les besoins reconnus — logement et infrastructure —, les possibilités de réalisation sont absolument tributaires de l'économie générale. Le salut de l'industrie de la construction n'est pas dans ses seules mains.

Désireux d'éclaircir quelque peu les raisons politiques, sociales et économiques de l'incertitude, les organisateurs d'Engelberg ont demandé à des personnes extérieures à la construction de présenter leur analyse de la situation actuelle et de proposer, si possible, leurs remèdes. Cette démarche est méritoire; elle a connu un succès de participation, puisque ce sont 140 personnalités représentant tous les milieux de la construction qui ont suivi huit exposés fort différents. Gageons toutefois que la plupart seront restés sur leur faim dans la mesure où ils attendaient des remèdes. En revanche, beaucoup seront rentrés chez eux avec matière à d'utiles réflexions.

Comme cela est souvent le cas, le discours du sociologue, en l'occurrence le professeur Peter Atteslander de l'Université d'Augsburg, s'est révélé frustrant parce que sans lien perceptible avec la

réalité des choses. Reprenant les conclusions d'un colloque d'écrivains réunis récemment à Berlin-Est pour discuter de la paix (quel programme...), M. Atteslander nous dit, étendant la portée de leur conclusion à notre branche, « Nous avons tous le sentiment que quelque chose s'est passé, mais nous ne savons pas exactement quoi ». De ces deux constatations, nous retiendrons la première — qu'il était possible de faire sans le secours d'écrivains ou de sociologues — pour rejeter la seconde. L'orateur, mentionnant les divers mouvements subversifs, pacifistes ou dits écologistes qui ont secoué l'Europe occidentale, s'avoue incapable de les expliquer et notamment de trouver les raisons de leur parallélisme (pour ne pas dire synchronisme). Sans vouloir se substituer à la sociologie défaillante — ne serait-ce pas à elle de nous exposer les motifs du comportement des sociétés? — on s'approche semble-t-il d'une explication en se demandant à qui profite l'orientation actuelle de mouvements de masse animés par une frange d'activisme.

Ces réflexions socio-politique ne sont pas si éloignées qu'on pourrait le croire des problèmes actuels de la construction: nombre de projets d'importance nationale, appelés il y a peu d'années des vœux de la majorité de nos concitoyens, sont aujourd'hui systématiquement remis en question, bien que les conditions qui en avaient motivé la planification soient inchangées.

Avouons-le: le long exposé du professeur Atteslander ne nous permet pas d'attendre grand-chose de la sociologie. Parmi nombre de vérités premières, relevons la constatation que le bien-être ou le malaise de nos contemporains ne saurait dépendre de façon décisive de l'habitation, donc des travaux des affreux bâtisseurs que nous sommes!

En dernière analyse, l'incertitude régnant actuellement dans le monde de la construction trouve ses racines dans un phénomène qui n'a rien de neuf: les fluctuations très importantes du volume des mandants. Les réticences présentes envers nombre de projets relevant aussi bien de l'initiative privée que des collectivités ne changent rien à leur nécessité. Le retard apporté à leur réalisation est doublement préjudiciable; non seulement il met en danger le plein emploi, voire la survie de certaines entreprises (telles qu'elles sont restructurées aujourd'hui, c'est-à-dire bien au-dessous du niveau des années grasses), mais il accroît le danger d'un emballement lorsqu'il faudra bien construire ce qui nous manque.

Ces fluctuations vont très loin dans leurs effets: comme le relevait le conseiller national Hans Georg Lüchinger, l'effectif des étudiants en génie civil à l'EPFZ s'est effondré de 801 en 1970 à 304 en 1980! Il est hors de doute qu'il y a là, à terme, matière à une pénurie désastreuse, surtout pour les maîtres d'ouvrage.

Quelle contradiction avec l'amélioration de la qualité et l'augmentation de la productivité demandées à l'industrie de la construction pour mieux s'adapter à un environnement économique toujours plus exigeant!

C'est avec beaucoup de plaisir qu'on a entendu M. Lüchinger demander aux milieux de la construction d'attacher plus d'importance aux relations publiques et de présenter une image positive



*Efficacité des bâtiments améliorée = rentabilité améliorée?*

### Les Romands et Engelberg

Si l'on excepte trois journalistes, présents par devoir, ce ne sont que trois Romands qui ont participé aux journées d'Engelberg cette année. Accordons aux absents les circonstances atténuantes: pour être à 13 h. jeudi à Engelberg, il faut quitter Genève en train à 7 h. 51, Morges à 7 h. 37, Lausanne à 8 h. 26, passer par Zurich et renoncer au repas de midi, car il n'y a de voiture-restaurant ni entre Zurich et Lucerne, ni entre Lucerne et Engelberg. Les correspondances à Lucerne défient toute logique (p. ex. arrivée en provenance d'Oltén 12 h. 08, départs pour Engelberg: 12 h. 07 et 13 h. 15).

En outre, un désistement tardif a privé les organisateurs d'un exposé en français, de tradition les années précédentes.

Pourtant, il aurait été souhaitable de compter plus de Romands dans l'auditoire, à deux titres: d'une part pour que soit répercutée dans notre région l'information (souvent méconnue) apportée par les différents exposés, d'autre part pour que s'expriment dans un forum important les avis, les critiques et les suggestions des milieux romands de la construction. Sans ignorer les difficultés liées à l'organisation de telles journées et conscient de l'atmosphère particulièrement bénéfique d'un lieu comme Engelberg, je souhaite que puisse être favorisée la participation des Romands à une manifestation d'intérêt national.

Il y a là une occasion favorable d'établir des liens par dessus les frontières, naturelles ou artificielles, entre deux régions aussi indispensables l'une que l'autre à la prospérité du pays.

Jean-Pierre Weibel



*Banque et construction: nécessaire dialogue.*

Lötschberg et construiront demain le réseau express CFF de Zurich? Ne parlons même pas du rôle de cette branche dans la protection de l'environnement — qui donc assure l'épuration des eaux en tant que tâche nationale? — puisque d'aucuns nous démontrent que tout ce qui a été fait dans ce domaine est archaïque...

Lorsque le directeur de l'Office fédéral pour les questions conjoncturelles s'exprime, comme l'a fait à Engelberg M. Waldemar Jucker, il y a matière à crainte ou à espoir, selon le rôle qu'on attribue à l'Etat en matière économique. Brillant dans la forme, maigre sur le fond: tel pourrait être le résumé de l'exposé de M. Jucker, consacré aux structures de la construction. De fait, l'intérêt est surtout venu de la discussion qui a suivi. Il s'est plus agi d'un échange de vues que d'un dialogue. Fidèle à ses options, M. Jucker voit l'avenir dans une amélioration du bâtiment axée sur la diminution des coûts d'entretien et d'exploitation. Rien de nouveau, on en conviendra, surtout que les conditions aux limites ne se sont pas encore modifiées: l'acheteur et l'utilisateur d'un immeuble locatif, par exemple, n'étant pas les mêmes, le constructeur ne saurait justifier un prix d'achat plus élevé par des frais ultérieurs plus faibles. Cette situation n'est pas seulement le propre des ouvrages à but spéculatif, il s'en faut de beaucoup. Les éléments du marché peuvent avoir de la peine à s'adapter à des exigences nouvelles, comme celles qui justifient le point de vue de M. Jucker.

Les contraintes économiques étant les plus fortes, l'augmentation des taux hypothécaires n'aurait pu manquer de venir sur le tapis, d'autant moins que l'un des orateurs était M. Hans Rügger, directeur général de l'Union de Banques Suisses! Ses conclusions ne feront probablement pas plaisir à beaucoup de

monde, mais elles ont le mérite d'être basées sur des faits et sur des règles éprouvées. Il vaut donc la peine d'y réfléchir: toute intervention allant à l'encontre des lois du marché ne peut avoir qu'un caractère temporaire, sans garantir que soit atteint le but visé.

Le taux hypothécaire est lié à celui de l'épargne. Il est donc impossible de favoriser cette dernière par une augmentation du taux sans conséquence pour la première. La hausse du taux hypothécaire rendue nécessaire dès 1979 par l'évolution du marché des capitaux a été retardée par l'intervention de la Banque nationale, en vue de lutter contre la hausse des loyers. Il en est résulté une demande soutenue dans le domaine du bâtiment, spécialement des maisons individuelles. On a même parlé parfois de «mini-surchauffe». Le recul qu'on doit attendre aujourd'hui, à la fois à cause de la hausse des taux et de la rareté des crédits, en sera d'autant plus sensible.

Le mécanisme du financement des hypothèques étant simple, il est facile de comprendre pourquoi la hausse actuelle était inéluctable. Les banques ne font en la matière rien d'autre que de prêter l'argent qui leur est confié par les épargnants, tout en prélevant un pourcentage au passage. Traditionnellement, les hypothèques sont financées par l'épargne, alors que les autres crédits le sont par les bons de caisse. Ces dernières années, le taux accordé aux épargnants a cessé d'être intéressant, surtout si on le compare aux intérêts consentis sur le marché international. Le volume relatif de l'épargne, par rapport aux prêts hypothécaires, a considérablement diminué, obligeant les banques à recourir à d'autres sources plus onéreuses. Ni les interventions politiques ni les regrets du Conseil fédéral ne sauraient modifier ces données. Contraintes d'accorder une meilleure rémunération de l'épargne, les banques reportent cette augmentation

de leur branche. But difficile à atteindre, dans un environnement aussi hostile à cette branche. Les réactions à la publication des conclusions de la commission Biel sur les tronçons d'autoroutes contestés permet de mesurer de façon réaliste la popularité des constructeurs de route... La démocratisation (sic) des décisions concernant les autoroutes, telle qu'elle est exigée par certains milieux, serait une autre occasion de connaître la cote d'amour des «bétonneurs».

Face à cette hostilité, comment exposer de manière convaincante que toute l'industrie de la construction est essentiellement au service des utilisateurs? Qui accepte de voir que les ingénieurs et les entreprises qui réalisent les routes nationales sont identiques à ceux qui doublent aujourd'hui la ligne ferrée du

sur les crédits hypothécaires, comme elles avaient en son temps répercuté la baisse!

Il s'agira même de trouver de nouvelles ressources pour couvrir les hypothèques si l'on veut offrir un financement propre à assurer une certaine continuité des activités de construction, non seulement dans l'intérêt des planificateurs et des entrepreneurs, mais aussi des utilisateurs! Il semble que l'on s'achemine vers une pratique généralisée de l'amortissement des hypothèques de 1<sup>er</sup> rang, contrairement à ce qui est aujourd'hui le cas en Suisse allemande.

Lorsqu'un banquier risque un pronostic, on retient sa respiration: M. Rügger estime que le taux hypothécaire a désormais atteint un plafond, une baisse dépendant en premier lieu de l'évolution du marché américain des capitaux (au sujet duquel nous avons peine à éprouver de l'optimisme...). Attendons donc la baisse des intérêts consentis sur le dollar!

Il était inévitable que s'engageât une discussion sur l'encouragement apporté (ou non) par l'Etat à la propriété individuelle du logement. Débat platonique, tant est flagrante l'absence de politique cohérente dans ce domaine. Comment accorder la moindre crédibilité à l'Etat, alors qu'il reprendra — et largement — par la voie de la fiscalité ce qu'il aura — éventuellement — accordé parcimonieusement. La Suisse restera longtemps encore un peuple de locataires. On notera particulièrement l'absence de toute motivation claire pour un appui de l'Etat à la propriété du logement. Les éléments du problème sont trop contradictoires pour qu'on puisse espérer un consensus politique:

- Stabilisation politique par la propriété du logement
- Meilleure justice sociale
- Fiscalité basée sur la propriété immobilière
- Aménagement du territoire
- Déplacement géographique des ressources fiscales
- Déplacement de l'électorat, etc.

Aussi bénéfique que puisse être globalement un accroissement du taux de propriété du logement, il paraît aujourd'hui



Crédit plus cher — essor des maisons individuelles menacé!

illusoire d'attendre une modification de tendance dans ce domaine.

On le voit, ces 5<sup>es</sup> journées d'Engelberg sont revenues à des préoccupations plus immédiates que les précédentes. Industrie-charnière, la construction permettrait de concilier les impératifs économiques de l'heure avec les souhaits fréquemment exprimés d'un meilleur cadre de vie. Elle est essentiellement neutre, puisqu'elle est au service de ses mandants. Pour améliorer le niveau de vie de chacun tout en ménageant mieux les ressources naturelles, un recours accru aux techniques de pointe est absolument nécessaire.

Aujourd'hui, on déplore le fossé entre les idéologies et les comportements. Tout se passe comme si chacun attendait du reste du monde qu'il se conformât à des règles qu'il n'applique pas lui-même. La technique joue alors le rôle de bouc émissaire, qui permet d'échapper aux tourments de la conscience.

Jamais nous n'avons été aussi bien informés des conséquences de chacun de nos actes et de la façon de remédier à leurs effets négatifs par une modification de notre comportement. Hélas, nous attendons tous — ou presque tous — une intervention extérieure, si possi-

ble contraignante (sauf pour nous, si cela se trouve), pour infléchir une évolution largement reconnue comme dangereuse ou indésirable.

Le dernier exposé d'Engelberg, présenté par l'architecte Ueli Huber, de la division des constructions des CFF, est à cet égard typique: ayant exposé de façon convaincante la nécessité d'un revirement dans l'utilisation des ressources naturelles, qu'il s'agisse de l'énergie ou de l'espace vital, l'orateur conclut qu'il faut imposer aux pouvoirs publics une planification adaptée à cette nouvelle optique. Si l'on suit son raisonnement, que nous partageons sur nombre de points, il faudra restreindre par force de loi la construction de maisons individuelles et la circulation de véhicules privés. Les motivations de telles législations sont évidentes, leur acceptation par l'électorat aléatoire. Quand faudrait-il interdire la construction de maisons individuelles? « Dès que j'aurai achevé la mienne, bien sûr! » Caricature? Quoique a suivi une discussion sur le plan de zones d'une commune sait que ce raisonnement est bien réel...

Nous ne sommes ici plus dans le domaine de la construction.

Jean-Pierre Weibel

## Industrie et technique

### L'industrie de la construction métallique en 1981

#### Augmentation bienvenue des commandes à l'exportation

L'entrée des commandes a dépassé le niveau de 1980 en raison surtout d'une augmentation sensible des ordres provenant de l'exportation. En revanche, les ventes intérieures n'ont que peu progressé.

Comparée à 1980 la composition du carnet de commandes de la branche s'est modifiée. Les constructions industrielles telles que halles, bâtiments de fabrication ont marqué le pas, alors qu'on note une augmentation notable pour les immeubles administratifs, les ponts et passerelles.

Les effectifs des diverses entreprises n'ont que peu varié. Dans l'ensemble l'occupation a été sa-

tisfaisante, alors même qu'il faut relever des différences régionales importantes.

Sur le marché intérieur, les prix sont restés insuffisants. Comme la concurrence aigüe ne s'est pas relâchée, les importantes hausses de matière première intervenues lors du deuxième semestre n'ont pu être reportées qu'en partie sur les prix de vente.

Les prévisions pour 1982 sont jugées incertaines. Actuellement la demande se maintient au niveau de celle du début de 1981. Il ne faut donc pas s'attendre à un re-

cul de l'occupation pour ces tout prochains mois. Par contre, pour le deuxième semestre 1982, la hausse des taux hypothécaires et la baisse du volume des projets de constructions industrielles sont susceptibles de provoquer un effet négatif dans la situation économique de la branche. Il faut espérer qu'à l'exportation le savoir-faire élevé des constructeurs métalliques suisses pourra compenser les effets de l'appréciation du franc, et contribuer ainsi à l'occupation complète des entreprises.